

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Conseil général de l'Environnement  
et du Développement durable

Paris, le 12 février 2018

Autorité environnementale

Nos réf. : AE/18/129

Vos réf. :

Affaire suivie par : Charles Bourgeois

Tél. : 01 40 81 36 35

Courriel : [charles.bourgeois@developpement-durable.gouv.fr](mailto:charles.bourgeois@developpement-durable.gouv.fr)

**Objet :** Demande d'examen au « cas par cas » - Réalisation d'un franchissement urbain au-dessus du faisceau ferroviaire Nord-Europe, entre la gare du Stade de France (RER D) et la future gare de Saint-Denis Pleyel

Madame la directrice générale,

En application des dispositions des articles R. 122-2 et R. 122-3 du code de l'environnement, vous avez saisi l'Autorité environnementale le 30 août 2017 pour examen au cas par cas en vue de déterminer si la réalisation d'un franchissement urbain au-dessus du faisceau ferroviaire Nord-Europe doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, le dossier ayant été reçu complet le 11 janvier 2018.

L'analyse du dossier présenté conduit à constater que ce franchissement urbain présente des liens fonctionnels, géographiques, et techniques très importants avec l'opération dénommée<sup>1</sup> "projet urbain Pleyel". Cette opération, qui devrait prendre la forme d'une ZAC, prévoit notamment la création d'un bâtiment-pont sur le futur franchissement.

D'une manière plus générale, ces deux opérations sont étroitement liées et participent au même objectif d'aménagement urbain et de desserte du quartier Pleyel.

Ainsi, le franchissement urbain objet de votre demande ne peut être appréhendé indépendamment du "projet urbain Pleyel", ZAC dont les caractéristiques conduisent à déterminer qu'elle est soumise à étude d'impact de façon systématique.

Le "projet urbain Pleyel" et la réalisation du franchissement urbain au-dessus du faisceau ferroviaire Nord-Europe constituent donc un même projet au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement.

1 A la page 157 de la version de travail de l'étude d'impact fournie.

La décision de l'autorité environnementale F-011-17-C-012 du 14 mars 2017 relatif à la gare Saint-Denis Pleyel la mentionnait sous le nom ZAC « Pleyel - Tête de réseau » et mentionnait notamment ce considérant : « *Considérant la localisation de la gare, au coeur d'un secteur urbain en mutation, qui doit faire l'objet d'un projet de ZAC « Pleyel - Tête de réseau », laquelle, d'après la fiche datée de février 2016 consultable sur le site internet de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA), comportera une surface bâtie de l'ordre de 500 000 m2, ainsi qu'un franchissement bâti, à l'étude, reliant le quartier Pleyel au quartier du Landy* »

Ce projet est soumis de façon systématique à évaluation environnementale, et son étude d'impact doit porter sur l'ensemble des éléments le composant.

En vertu de l'article R. 122-6 du code de l'environnement, l'autorité environnementale compétente pour rendre l'avis sur l'étude d'impact est l'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

Je vous prie de croire, Madame la directrice générale, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le président de l'autorité environnementale  
du conseil général de l'environnement  
et du développement durable,



Philippe LEDENVIC

**Mme. Catherine Léger**  
**SPL Plaine Commune Développement**  
**Directrice générale**  
**21, avenue Jules-Rimet**  
**93218 SAINT-DENIS CEDEX**

#### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale  
Ministère de la transition écologique et solidaire  
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable  
Autorité environnementale  
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 Boulevard de l'Hautil  
BP 30 322  
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX

